

# 12 Les femmes et l'ODD 13 – Action pour le climat : prendre des mesures urgentes pour lutter contre le changement climatique et ses répercussions

---

Les répercussions du changement climatique et les phénomènes environnementaux de grande ampleur s'intensifient et pèsent de plus en plus lourdement sur les économies et les moyens de subsistance. Ces répercussions ne sont pas les mêmes selon le sexe, et les femmes sont souvent particulièrement exposées en raison de leur statut économique et social plus vulnérable et de leur rôle dans la société. En même temps, les femmes peuvent être des agentes puissantes de l'action pour le climat, à la fois au niveau des populations locales et en tant que responsables dans les secteurs public et privé. Les stratégies et les politiques climatiques doivent donc intégrer une dimension sexospécifique, et il est nécessaire de collecter de meilleures données ventilées par sexe sur les effets du climat et sur l'action pour le climat.

---

## 12.1. Éléments à retenir

Ce chapitre analyse la relation entre l'égalité des sexes (ODD 5) et le changement climatique (ODD 13). Il examine à la fois les impacts sexospécifiques du changement climatique et le rôle des femmes dans la lutte contre le changement climatique. Voici les principaux constats :

- En règle générale, les femmes sont plus vulnérables au changement climatique du fait de leur dépendance aux ressources naturelles et des inégalités structurelles en matière d'accès aux ressources et de contrôle de celles-ci. Les femmes sont plus susceptibles d'être victimes des phénomènes environnementaux (sécheresses, incendies et inondations) de plus en plus extrêmes, représentant plus de 75 % des personnes déplacées. Les normes sociales et économiques ont tendance à exacerber les effets cumulatifs des événements liés au climat.
- L'Accord de Paris souligne la contribution de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes à la lutte contre le changement climatique, ainsi que les effets spécifiques du changement climatique sur les femmes. Toutefois, dans les faits, peu de pays intègrent une dimension sexospécifique dans leurs évaluations d'impact et leurs stratégies de riposte et collectent des données nécessaires pour réaliser cet objectif.
- Les stratégies climatiques nationales, notamment les plans d'adaptation nationaux, doivent inclure une dimension sexospécifique, dont le recours à la formation à l'évaluation de l'impact selon le sexe en tant qu'outil clé pour appuyer les mesures d'adaptation et d'atténuation, avec un accent mis sur des domaines tels que la planification des transports, la sécurité urbaine, les modes de consommation, la santé et l'utilisation de l'énergie.
- Le rôle des femmes dans les mouvements populaires liés au climat s'accroît, et la parité entre les sexes est proche dans un certain nombre de processus des Nations Unies liés à l'environnement, comme la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Pourtant, les femmes restent sous-représentées dans la prise de décision formelle, tant dans le secteur public que dans le secteur privé, sur des questions qui ont un impact majeur sur le changement climatique, comme la finance, la santé, l'énergie et les transports.
- Une présence renforcée des femmes aux postes de direction dans les secteurs public et privé pourrait accélérer l'action pour le climat, car les femmes à ces postes s'attachent souvent à lutter contre le changement climatique et à garantir la durabilité environnementale.

## 12.2. Principaux liens entre l'égalité des sexes, l'action pour le climat et les autres ODD

Les répercussions du changement climatique et les phénomènes environnementaux de grande ampleur s'intensifient et pèsent de plus en plus lourdement sur les économies et les moyens de subsistance. Un certain nombre de points de basculement seront bientôt atteints ou le sont déjà, déclenchant des boucles de rétroaction qui ont des conséquences catastrophiques pour la vie sur Terre. Le Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe (UNDRR) et UC Louvain notent que la fréquence des catastrophes naturelles a presque doublé au cours des 20 dernières années par rapport aux 20 années précédentes, entraînant environ 1.23 million de décès, soit environ 60 000 décès par an, et un coût lié aux dommages qui a presque doublé (UN, 2020<sup>[1]</sup>). Plus précisément, les pays en développement ont enregistré des taux de décès plus de quatre fois supérieurs à ceux des pays développés. Prenons par exemple l'intensité et la fréquence croissantes des tempêtes, inondations, sécheresses, tremblements de terre, vagues de chaleur et incendies dans le monde – qui ont collectivement quadruplé depuis les années 1970 (Easterling et al., 2012<sup>[2]</sup>).

Plus de 450 catastrophes se sont produites rien qu'aux États-Unis entre 1995 et 2015 (UNISDR, 2015<sup>[3]</sup>). Un rapport publié en avril 2019 a déterminé que les répercussions du changement climatique coûteraient 224 milliards USD par an d'ici 2090 aux États-Unis, étant donné les effets sur « la santé, l'infrastructure, l'électricité, les ressources en eau, l'agriculture et les écosystèmes » (Nuccitelli, 2019<sup>[4]</sup>). Un tiers de l'estimation des coûts est imputable aux décès dus à la chaleur, le rapport estimant que le nombre de décès supplémentaires par an se situe entre 1 300 et 9 300 dans 49 villes des États-Unis, selon le niveau des mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques (Nuccitelli, 2019<sup>[4]</sup>). Le coût mondial d'une action tardive face aux défis croissants du changement climatique, compte tenu d'un objectif de stabilisation à 2 °C, atteindrait 17 % du PIB mondial en 2070, dans l'hypothèse d'un début d'atténuation du changement climatique en 1990, et 35 % en 2035 pour un début en 2020 (Sanderson and O'Neill, 2020<sup>[5]</sup>). Le changement climatique aura aussi un impact considérable sur la santé, avec des estimations qui prévoient environ 250 000 décès supplémentaires par an liés au changement climatique entre 2030 et 2050 ; 38 000 dus à l'exposition à la chaleur chez les personnes âgées, 48 000 dus à la diarrhée, 60 000 dus au paludisme et 95 000 dus à la dénutrition infantile (WHO, 2018<sup>[6]</sup>).

Le changement climatique a des répercussions profondes et touche tous les ODD, mettant en danger la santé, les ressources essentielles, la sécurité alimentaire et la biodiversité, et par ricochet les économies et la sécurité mondiale. L'ODD 13 sur l'action pour le climat est essentiel pour atteindre l'ensemble des autres objectifs de développement durable, en particulier l'ODD 2 (faim « zéro »), l'ODD 3 (bonne santé et bien-être), l'ODD 6 (eau propre et assainissement), l'ODD 7 (énergies propres), l'ODD 9 (infrastructure durable qui profite à tous), l'ODD 10 (inégalités réduites), l'ODD 11 (villes sûres, durables et ouvertes à tous), l'ODD 12 (consommation et production responsables), et les ODD 14 et 15 sur la protection, la restauration et l'exploitation durables des ressources terrestres et aquatiques.

La lutte contre le changement climatique est également intrinsèquement liée à l'ODD 5. Néanmoins, une seule cible de l'ODD 13 adopte spécifiquement l'angle de l'égalité des sexes : renforcer les capacités de planification et de gestion liées au changement climatique, en mettant notamment l'accent sur les femmes (13.b).

La justice climatique, dans le contexte de l'Accord de Paris, est définie comme le processus d'intégration de l'adaptation inclusive aux mesures socio-économiques et environnementales. Plus important encore, l'Accord de Paris et les organes de l'ONU tels que la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques prennent en compte l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes pour lutter contre le changement climatique et reconnaissent les impacts différenciés du changement climatique sur les femmes et les filles. Les efforts visant à intégrer les programmes d'action en faveur de l'égalité femmes-hommes et du climat sont de plus en plus reconnus par des initiatives telles que la « Coalition d'action sur l'action féministe pour la justice climatique », récemment inaugurée en mars lors du Forum sur l'égalité des générations organisé par le Mexique, la France et ONU-Femmes.

Néanmoins, les études et les données sur les effets sexospécifiques du changement climatique et des phénomènes environnementaux, ainsi que sur le rôle crucial que les femmes peuvent jouer et jouent dans l'action pour le climat, restent rares. Si différents organes de l'ONU disposent de travaux bien documentés sur l'impact disproportionné que le changement climatique a sur les femmes dans les pays en développement, ce n'est pas le cas pour les pays membres de l'OCDE et davantage de données ventilées par sexe sont nécessaires à tous les niveaux. Il a été annoncé récemment que l'équipe de dirigeants politiques et de négociateurs de la COP 26 qui accueillera les négociations à Glasgow en 2021 serait composée uniquement d'hommes (The Grantham Institute, 2020<sup>[7]</sup>). Cette situation reflète (et perpétue) le manque de sensibilisation des décideurs locaux, nationaux et même mondiaux à la dimension sexospécifique du changement climatique.

### 12.3. Effets sexospécifiques du changement climatique

Il existe un corpus important de documents publiés sur l'égalité des sexes et le changement climatique, qui montre que les femmes et les hommes ont une expérience différente du changement climatique et y réagissent différemment. En règle générale, les femmes sont plus vulnérables du fait de leur plus grande dépendance aux ressources naturelles et des inégalités structurelles en matière d'accès aux ressources et de contrôle de celles-ci, (Ravera et al., 2016<sup>[8]</sup>) ainsi que de leur mobilité et de leurs réserves de revenu plus limitées. De nombreuses caractéristiques sociales, économiques et culturelles interagissent avec la problématique femmes-hommes, influant sur les inégalités en matière de pouvoir et expliquant comment et pourquoi les personnes affrontent et gèrent le changement climatique et les agressions de l'environnement de différentes manières (Ravera et al., 2016<sup>[8]</sup>) (Ogra and Badola, 2015<sup>[9]</sup>).

Les différences physiologiques entre les sexes peuvent aussi expliquer pourquoi les aléas climatiques touchent davantage les femmes. Une étude de 2019 se concentrant sur l'Espagne a montré que les femmes, quelle que soit la tranche d'âge, sont plus susceptibles de mourir de maladies cardiovasculaires liées à la hausse des températures associée au changement climatique (Achebak, Devolder and Ballester, 2019<sup>[10]</sup>). Les émissions de substances polluantes par les véhicules, les bâtiments et les processus industriels dans l'air sont également une source de détérioration du climat et nuisent à la santé humaine. Comme le montre le chapitre 3, la pollution de l'air causée par les émissions représente un risque majeur pour la santé des femmes enceintes et est également associée à des problèmes respiratoires et à des problèmes de développement chez leurs enfants. D'autres facteurs peuvent aussi interagir avec le sexe, comme l'âge et l'origine ethnique. Par exemple, la vague de chaleur qui a frappé la France en 2003 a coûté la vie à plus de 15 000 personnes – le taux de surmortalité des femmes étant supérieur de 75 % à celui des hommes (Fouillet et al., 2006<sup>[11]</sup>) en raison des différences d'espérance de vie entre les deux sexes.

Les impacts économiques, sociaux et sanitaires cumulés du changement climatique provoquent des écarts entre les femmes et les hommes. Certains cas marquants font ressortir la nécessité d'étudier plus en détail ces différences. Par exemple, en 2013, StartClim, un programme de recherche autrichien portant sur le changement climatique et ses effets, a examiné les questions de genre dans le contexte des catastrophes naturelles, en particulier les inondations, et a mis en évidence des effets disproportionnés sur les femmes (StartClim, 2013<sup>[12]</sup>). À la suite de l'ouragan Katrina en 2005, 83 % des mères célibataires à faible revenu déplacées n'ont pas pu retourner chez elles lorsque la tempête a déplacé plus d'un million de personnes dans la région de la côte du Golfe du Mexique. (Sastry, 2009<sup>[13]</sup>) (Bryner, Garcia-Lozano and Bruch, 2017<sup>[14]</sup>). Après l'ouragan Maria de 2017 à Porto Rico, la perturbation des infrastructures modernes d'alimentation en eau et d'électricité a laissé de nombreux ménages privés des services les plus élémentaires, un fardeau qui a pesé considérablement sur les femmes. Alors que les hommes contribuaient à trouver et à transporter de l'eau, on a constaté que les femmes assumaient le travail difficile de la garde des enfants, de la prise en charge des malades et d'entretien des foyers sans eau ni électricité, y compris l'improvisation des services WASH (OXFAM, 2018<sup>[15]</sup>). Les recherches menées au Brésil illustrent aussi que les femmes sont à la fois vulnérables face aux catastrophes environnementales et essentielles pour surmonter les répercussions de ces événements et opérer un retour à la normale (De Araujo Pinheiro, 2011<sup>[16]</sup>).

Toutefois, le suicide des agriculteurs, en partie attribuable aux sécheresses et aux conditions météorologiques violentes et imprévisibles menaçant le revenu agricole, est un phénomène majoritairement masculin (Sorensen et al., 2018<sup>[17]</sup>). Les stéréotypes nuisibles, comme la persistance du personnage du macho, empêchent les hommes de demander de l'aide. Les hommes représentent 87 % des suicides d'agriculteurs en Australie (Bryant, 2018<sup>[18]</sup>), 96 % au Royaume-Uni (ONS UK, 2019<sup>[19]</sup>) et environ 86 % en France (Grosclaude et al., 2018<sup>[20]</sup>). En Inde, en 2019, un total de 10 281 agriculteurs et ouvriers agricoles sont décédés par suicide. Les données des pouvoirs publics montrent que ces suicides étaient principalement liés au désespoir quant à leurs moyens de subsistance, les appels lancés

récemment par les agriculteurs se plaignant du prêt usuraire, de la privatisation du système de crédit rural et des monopoles agricoles, entre autres (NCRB, 2020<sup>[21]</sup>). Il s'agit d'une crise profondément enracinée qui a conduit de nombreux agriculteurs à se suicider en consommant un pesticide, en particulier pendant la pandémie de COVID-19 (Shivji, 2021<sup>[22]</sup>).

Dans le contexte des pays en développement, le changement climatique touche les femmes et les enfants de manière disproportionnée. Ceux-ci sont plus susceptibles d'être victimes de catastrophes écologiques de plus en plus graves (sécheresses, incendies et inondations), et comptent pour plus de 75 % des personnes déplacées (IPCC, 2012<sup>[23]</sup>). Les normes socio-économiques et culturelles tendent à exacerber les effets cumulés des événements liés au climat. En vertu de la répartition traditionnelle des rôles, c'est essentiellement aux femmes qu'il revient de prendre en charge les personnes atteintes par les catastrophes – enfants, blessés et malades, personnes âgées notamment – ce qui accroît substantiellement leur charge émotionnelle et matérielle (WHO, 2020<sup>[24]</sup>).

Partout dans le monde, les catastrophes naturelles causent des torts considérables aux hommes et aux femmes. Du fait des différences physiologiques et des normes culturelles dans les sociétés, elles peuvent toucher et touchent de façon disproportionnée les femmes et les filles. Lors d'une catastrophe majeure, il peut arriver que les femmes soient réticentes à chercher un refuge, car les installations collectives n'offrent pas nécessairement d'espaces privés séparés (UFCOP, 2016<sup>[25]</sup>).

En général, les aspects relatifs à l'égalité des sexes du changement climatique restent des questions négligées par la recherche et les stratégies climatiques nationales omettent souvent la variable de l'égalité des sexes. Certains pays ont commencé à prendre des mesures pour pallier ce manque. Par exemple, en septembre 2017, le gouvernement de Finlande a approuvé son plan de politique climatique (2030) de mandat et inclus une formation à l'évaluation de l'impact selon le sexe en tant qu'outil clé pour ses actions, avec un accent mis sur des domaines tels que la planification des transports, la sécurité urbaine, les modes de consommation et l'utilisation de l'énergie (OECD, 2020<sup>[26]</sup>).

Le gouvernement du Chili, avec le soutien d'ONU Femmes et de la Food Agriculture Organisation (FAO), a récemment lancé une étude afin de collecter des données probantes sur l'égalité des sexes et le changement climatique dans le pays. Cette initiative inclura un Atlas de l'information sur la problématique femmes-hommes et le changement climatique, ainsi que des indicateurs sexospécifiques sectoriels (encore en cours d'élaboration), afin de mesurer les disparités entre femmes et hommes et le changement climatique dans certains secteurs qui requièrent la conception de plans d'adaptation et d'atténuation ou leur actualisation. En outre, il y a d'autres projets en cours, comme l'étude autrichienne sur la stratégie pour le climat et l'énergie 2030 (« mission2030 »), qui intègre une dimension sexospécifique (OECD, 2020<sup>[26]</sup>).

Le Programme d'appui du PNUD à la mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national (NDC) aide les pays à mettre davantage l'accent sur l'égalité femmes-hommes dans le cadre de la planification de la mise en œuvre, de l'amélioration ou de la révision de leurs contributions déterminées au niveau national. Au Costa Rica, la nouvelle politique nationale pour l'égalité (2018-2030) comporte des objectifs liés au renforcement de la résilience climatique des femmes et à leur participation à la gestion des risques. L'Institut national des femmes (INAMU) joue un rôle actif dans la politique relative au changement climatique. Il a participé au Comité interministériel sur le changement climatique, organe consultatif, et il a aidé le MINAE à suivre la Stratégie nationale sur le changement climatique. En outre, l'INAMU a également participé au renforcement de la prise en compte de la problématique femmes-hommes dans la politique d'adaptation nationale (UNDP, 2019<sup>[27]</sup>).

En Côte d'Ivoire, le Programme national sur le changement climatique (PNCC) comprend une unité chargée du climat et de l'égalité femmes-hommes qui travaille à l'élaboration de la Stratégie de Genre et du changement climatique. En partenariat avec le PNUD et le Réseau mondial de PNA, ils ont produit une analyse et des recommandations sur l'égalité femmes-hommes en vue d'intégrer la dimension sexospécifique dans les politiques d'action climatique (MINEDD, 2019<sup>[28]</sup>).

## 12.4. Égalité des sexes et rôle des femmes dans l'action pour le climat

L'atténuation de l'impact du changement climatique nécessite une multitude de solutions innovantes, de stratégies et de modifications des comportements. Des mesures ciblées prenant en compte la problématique femmes-hommes et les facteurs socio-économiques, culturels et physiologiques peuvent réduire les conséquences négatives des effets du climat sur la santé (Sorensen et al., 2018<sup>[17]</sup>). La compréhension des rôles des hommes et des femmes, de la discrimination et des inégalités liées au sexe dans le contexte du changement climatique et de l'action pour le climat permet d'adopter une approche plus éclairée de l'atténuation et de l'adaptation qui peut améliorer grandement le pouvoir social des femmes et l'efficacité des initiatives.

### 12.4.1. Les mesures en faveur de l'égalité des sexes appuient l'action pour le climat

Il est possible d'établir des liens directs entre l'action en faveur de l'égalité des sexes et celle en faveur du climat, mais une approche prenant en compte les disparités entre femmes et hommes nécessite également de sortir des sentiers battus. Le projet Drawdown, un consortium d'entreprises s'étant engagées à trouver des solutions pour réduire les gaz à effet de serre et à séquestrer le carbone déjà présent dans l'atmosphère, a dressé une liste de 80 solutions modélisées et mesurées jusqu'en 2050 (Tableau 12.1). L'éducation des filles et la planification familiale sont aux 6<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> rangs des solutions sur la liste, avec la possibilité de réduire l'équivalent dioxyde de carbone (éq. CO<sub>2</sub>) de 103 gigatonnes. Ces solutions viennent juste après la remise en état et la préservation des forêts tropicales (61.23 gigatonnes) et avant les fermes solaires (36.90 gigatonnes).

Tableau 12.1. Solutions par rang

Rang	Solution	Secteur	Réduction totale de l'éq. CO <sub>2</sub> (GT)	Coût net (en milliards USD)	Économies (en milliards USD)
1	Gestion des fluides frigorigènes	Matières	89,74	s.o.	\$
2	Éoliennes (terrestres)	Production d'électricité	84,6	225.37 \$	425.00 \$
3	Réduction du gaspillage alimentaire	Alimentation	70,53	s.o.	N/A
4	Alimentation riche en plantes	Alimentation	66,11	s.o.	N/A
5	Forêts tropicales	Utilisation des terres	61,23	s.o.	N/A
6	Éducation des filles	Femmes et filles	51,48	s.o.	N/A
7	Planification familiale	Femmes et filles	51,48	s.o.	N/A
8	Fermes solaires	Production d'électricité	36,9	\$	023.84 \$
9	Sylvopastoralisme	Alimentation	31,19	\$	\$
10	Panneaux solaires sur toit	Production d'électricité	24,6	\$	457.63 \$

Source : Projet Drawdown (<https://www.drawdown.org/solutions>).

La croissance démographique dans le contexte de modes de consommation non durables est l'une des principales causes du changement climatique. Un cadre global de santé et de droits sexuels en matière de reproduction, comprenant des solutions volontaires de planification familiale, l'accès à la contraception et aux services de santé génésique, ainsi qu'un meilleur accès à l'éducation, peut donc avoir un effet

considérable sur la croissance démographique, en ralentissant l'augmentation de l'empreinte carbone des êtres humains (réduction de la demande de nourriture et de ressources, des déchets et des transports) (Murtaugh and Schlx, 2009<sup>[29]</sup>). Par ricochet, ces solutions améliorent les résultats sur le plan de la santé, de la pauvreté et de la faim en faisant baisser le nombre de grossesses dans les groupes à risque élevé (jeunes femmes et femmes âgées), les taux de mortalité maternelle, et en dégagant du temps aux femmes et aux filles pour poursuivre d'autres objectifs (Smith et al., 2014<sup>[30]</sup>).

Le déficit de financement pour mettre en œuvre la planification familiale volontaire s'élèverait à 5.3 milliards USD, ce qui en fait une solution relativement peu coûteuse et qui semble négligeable par rapport au coût de l'inaction et à d'autres solutions plus coûteuses (Bixby Center, 2017<sup>[31]</sup>). En 2017, les chiffres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE montrent que 8 % (soit 3.31 milliards USD) de l'aide publique au développement (APD) a été consacrée à la santé procréative et des populations (OECD, 2017<sup>[32]</sup>). Néanmoins, l'APD intègre l'égalité femmes-hommes et l'autonomisation des femmes dans les pays en développement, l'aide bilatérale augmentant régulièrement et atteignant une moyenne de 48.7 milliards USD par an en 2017-18, soit 42 % de l'aide (GENDERNET, 2020<sup>[33]</sup>). De plus, le marqueur de la politique d'aide en faveur de l'égalité femmes-hommes du CAD effectue le suivi et rend compte de la totalité de l'aide bilatérale au titre des engagements relatifs à l'égalité des sexes qui sont inscrits dans les Objectifs de développement durable (ODD), ce qui soutient davantage une APD axée sur la problématique femmes-hommes (UNDP, 2016<sup>[34]</sup>). L'aide liée au climat qui cible l'égalité femmes-hommes a enregistré une hausse rapide ces dernières années, passant de 4.4 milliards USD en 2010 à 8 milliards USD en 2014. Différents programmes incluent l'initiative Solar Sister, par le biais de laquelle des bailleurs de fonds soutiennent des femmes d'Afrique rurale qui vendent des lampes solaires fournissant de l'énergie propre et sûre et un emploi aux femmes, ou TransMilenio, un projet qui met en place un réseau de bus à haut niveau de service à Bogota, en Colombie (OECD, 2016<sup>[35]</sup>).

Pour parvenir à ces solutions sans lien apparent, mais sensées, il faut avoir une vision d'ensemble des synergies et des compromis entre les résultats en termes de bien-être et l'action pour le climat. L'Initiative Remettre le bien-être au cœur de l'atténuation du changement climatique de l'OCDE (Climate Change Mitigation through a Well-Being Lens) défend cette approche où les mesures et les décisions sont adoptées avec de nombreux objectifs de bien-être en tête, plutôt que de se concentrer sur un ensemble restreint d'objectifs (OECD, 2019<sup>[36]</sup>). L'approche axée sur le bien-être permet un double alignement : « les politiques non climatiques doivent favoriser les efforts pour atteindre les objectifs d'atténuation du changement climatique, au lieu de les entraver » tandis que « l'action pour le climat doit également satisfaire d'autres objectifs sociaux importants » sans avoir d'effet négatif sur les dimensions essentielles du bien-être.

#### ***12.4.2. Les hommes et les femmes ont des préférences, des perceptions et des croyances différentes à l'égard du changement climatique.***

Les hommes et les femmes ont des préférences, des perceptions et des croyances différentes concernant l'adoption d'un comportement plus respectueux de l'environnement. Le comportement des consommateurs à l'égard de la durabilité environnementale ayant été traité au chapitre 11, cette partie porte principalement sur les différences entre femmes et hommes s'agissant des préférences et des perceptions liées au changement climatique.

Par exemple, une réduction substantielle de la consommation de viande, en particulier de viande rouge, peut entraîner une réduction massive des émissions de GES. Si de plus en plus de gens se tournent vers une alimentation vegan ou végétarienne, les hommes adoptent ce changement moins rapidement que les femmes. Une enquête Ipsos MORI menée au Royaume-Uni a montré que les femmes étaient nettement plus susceptibles de devenir végétariennes que les hommes (IPSOS, 2018<sup>[37]</sup>). Il existe de fortes associations entre la viande et la masculinité dans toutes les régions et cultures, de même qu'une affinité pour les voitures rapides et gourmandes en carburant (Love and Sulikowski, 2018<sup>[38]</sup>). Une étude sur la

consommation d'énergie des hommes et des femmes en Allemagne, en Grèce, en Norvège et en Suède a montré que les hommes mangent plus de viande, utilisent plus fréquemment leur voiture et parcourent des distances plus longues que les femmes (Räty and Kanyama, 2010<sup>[39]</sup>). Elle concluait que « les hommes consomment 70 à 80 % plus d'énergie dans les transports que les femmes en Allemagne et en Norvège, 100 % plus en Suède et 350 % plus en Grèce » et que les hommes célibataires consommaient 6 à 38 % plus d'énergie au total que les femmes célibataires (Räty and Kanyama, 2010<sup>[39]</sup>). Une étude réalisée par l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) de la France a montré que si l'on observe les activités quotidiennes, les hommes consomment sept kilogrammes d'émissions de CO<sub>2</sub> de plus par jour que les femmes (INSEE, 2020<sup>[40]</sup>). Une étude de l'OCDE a également révélé que les femmes étaient plus susceptibles de recycler, de réduire au minimum le gaspillage et d'acheter des produits alimentaires biologiques et des produits portant un label écologique (OCDE, 2008<sup>[36]</sup>).

On ne pourra pas se contenter de mettre l'accent sur les objectifs environnementaux pour modifier les comportements et orienter les hommes et les femmes vers des choix plus respectueux de l'environnement. Ces efforts doivent être largement soutenus par des mesures en faveur de l'égalité femmes-hommes afin de mettre fin aux stéréotypes ou rôles sexués nuisibles et aux institutions sociales discriminatoires, afin que les femmes et les hommes se sentent plus libres d'adopter des styles de vie plus écologiques.

### **12.4.3. Participation des femmes à l'action pour le climat**

Les femmes et les filles peuvent être des agents proactifs et expérimentés possédant des compétences en matière d'adaptation et d'atténuation face au changement climatique (Sinharoy and Caruso, 2019<sup>[41]</sup>) (Yadav, Han and Rho, 2016<sup>[42]</sup>). Comme l'indique le chapitre 5, les femmes et les filles s'engagent de plus en plus dans la lutte contre le changement climatique. Les femmes font entendre leur voix dans le débat sur l'adaptation au changement climatique, non seulement parce qu'elles sont les victimes des vulnérabilités illustrées par le changement climatique (en raison des disparités entre femmes et hommes), mais aussi parce qu'elles ont une conception différente des hommes de ce qui constitue un risque climatique important (UN, 2020<sup>[43]</sup>) (Terry, 2009<sup>[44]</sup>).

Depuis les années 1990 et jusqu'à aujourd'hui encore, les femmes œuvrent pour la justice sociale (GenderCC Network, 2007<sup>[45]</sup>), sensibilisant le grand public et militant pour une transition qui soit juste pour les deux sexes. Aux quatre coins du monde, on trouve des exemples de groupes de femmes qui prennent en charge l'action pour le climat (voir le chapitre 4). En Asie du Sud, par exemple, dans les années 1970, le mouvement Chipko a soulevé une vague d'opposition populaire à l'exploitation commerciale à grande échelle des forêts dans l'Himalaya indien (Uttarakhand). Ce mouvement s'est opposé aux exploitants forestiers, à certaines pratiques agricoles et à la perturbation de l'écologie locale (Price, 2018<sup>[46]</sup>). En 1997, dans la forêt de Headwaters, en Californie du Nord, la jeune Julia Butterfly Hill a marqué l'histoire lorsqu'elle a grimpé et vécu 738 jours sur les branches d'un arbre pour protester contre l'abattage des arbres dans les forêts anciennes du Pacifique Nord-Ouest. Aujourd'hui, l'activisme en faveur de la justice climatique parmi les jeunes est également représenté par une femme, Greta Thunberg.

Les femmes autochtones, en particulier, sont devenues des actrices essentielles de la défense de la nature et de l'action climatique. Elles sont toutefois devenues les principales cibles de la violence liée à l'environnement. En 2017, environ la moitié de toutes les militantes ont été assassinées pour avoir défendu les droits fonciers et environnementaux de la communauté (Ervin, 2018<sup>[47]</sup>). Malgré les nombreux défis auxquels sont confrontées les femmes qui défendent l'environnement, elles continuent de faire preuve de leadership, de résilience et de flexibilité dans leurs efforts pour soutenir leurs communautés et d'être à l'avant-garde du changement, de l'innovation et du progrès. L'accès des femmes autochtones aux espaces de prise de décision demeure essentiel pour l'action climatique. On peut citer à titre d'exemple Hindou Oumarou Ibrahim, qui a été non seulement choisi comme orateur représentant la société civile à la COP 21, mais qui a également été le pionnier de nombreux projets d'action pour le climat, notamment

un projet de cartographie 3D au Tchad qui a contribué à la protection des ressources naturelles (McCarthy, 2020<sup>[48]</sup>).

La représentation des femmes dans la prise de décision des secteurs public et privé est insuffisante, en particulier dans les secteurs qui ont un impact majeur sur le changement climatique (finance, énergie et transports) (UNDP, 2016<sup>[34]</sup>). Cependant, dans les mouvements de base liés au climat et les processus des Nations Unies liés à l'environnement comme la CCNUCC, le rôle des femmes s'accroît, et la parité hommes-femmes est presque atteinte (chapitre 2).

Les femmes aux postes de direction accordent généralement une plus grande attention au changement climatique et à la viabilité écologique. Il ressort d'une étude sur l'égalité femmes-hommes et la défense de l'environnement couvrant 130 pays que les femmes au pouvoir sont plus susceptibles que leurs homologues masculins de signer des traités internationaux visant à réduire le réchauffement planétaire (Norgaard and York, 2005<sup>[49]</sup>). Le fait d'encourager la présence des femmes aux postes de direction, ainsi que la climatologie, peut également donner envie à de jeunes femmes de participer (Dennehy and Dasgupta, 2017<sup>[50]</sup>).

Par conséquent, il est impératif de considérer les femmes comme des agents uniques des initiatives en faveur du climat et de les traduire dans tous les domaines de l'action climatique en intégrant systématiquement la problématique hommes-femmes dans les domaines de l'atténuation, de l'adaptation, du financement, de la technologie et du renforcement des capacités. L'application d'outils tels que l'évaluation de l'impact selon les genres, l'évaluation de la vulnérabilité et des capacités liées au sexe et la budgétisation sensible au genre sur les projets d'action climatique et les politiques publiques peut contribuer à corriger les déséquilibres entre hommes et femmes dans le contexte du changement climatique (UNDP, 2015<sup>[51]</sup>). Par exemple, si les technologies liées au changement climatique ne sont pas neutres du point de vue de l'égalité femmes-hommes, elles sont parfois introduites sans évaluation sexospécifique, ce qui accentue le rôle des femmes et renforce celui des hommes. Le volet opérationnel du mécanisme technologique de la CCNUCC, le Centre et réseau des technologies climatiques (CTCN), prend acte de ces difficultés et intègre une analyse sexospécifique dans ses études d'évaluation des besoins technologiques et de faisabilité, en tenant compte ainsi des avantages sociaux et financiers pour les femmes découlant des nouvelles technologies climatiques.

## 12.5. Actions clés pour aller de l'avant

Il y a un certain nombre d'actions clés possibles pour s'attaquer à l'impact du changement climatique sur les femmes et leur donner les moyens d'agir pour le climat :

- En offrant des droits égaux aux femmes et en mettant fin à toutes les formes de discrimination, il est possible de stimuler fortement le combat contre le changement climatique et de renforcer la résilience et la durabilité de la planète.
- Il est également nécessaire d'accroître la collecte des données probantes et de multiplier les indicateurs relatifs aux effets du changement climatique sur les femmes, en particulier celles en situation de grande vulnérabilité, et de réfléchir à des actions correctrices. La coordination avec le secteur privé et la société civile qui produisent des travaux quantitatifs et qualitatifs sur le terrain peut contribuer à cet objectif.
- Il faut disposer de davantage de données factuelles pour comprendre comment et dans quels secteurs les femmes ont déjà un effet positif sur l'action climatique afin de soutenir davantage leurs efforts.
- L'intégration des éléments liés à la problématique hommes-femmes et au changement climatique dans les décisions politiques est essentielle, en particulier dans les pays en développement caractérisés par une forte population rurale et une dépendance élevée à l'agriculture. Les efforts

nationaux et internationaux visant à faire progresser l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à ses effets dans les pays en développement devraient être davantage axés autour des projets menés par les femmes aux échelles locales et communautaires. Il faut notamment continuer à intégrer une dimension sexospécifique et environnementale dans les efforts de coopération pour le développement, et en particulier dans l'APD.

- Il est nécessaire de recueillir des données plus précises et ventilées par sexe sur les impacts du changement climatique et les interventions des pouvoirs publics dans le domaine du climat, et d'utiliser les « évaluations d'impact selon les genres ». La compréhension de l'état actuel de l'adaptation et des possibles impacts futurs du changement climatique nécessite des travaux supplémentaires.
- L'application de la budgétisation sexospécifique dans le domaine de la politique climatique peut aider les gouvernements à suivre l'affectation des ressources et à analyser l'impact différencié selon le sexe.
- Il est également nécessaire de revoir les processus de prise de décision et d'aider les femmes à jouer un rôle moteur dans les politiques favorables au climat.

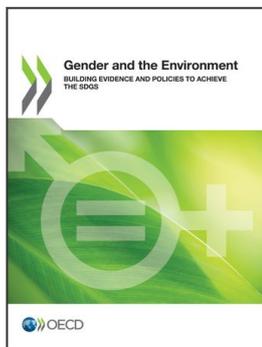
## Références

- Achebak, H., D. Devolder and J. Ballester (2019), “Trends in temperature-related age-specific and sex-specific mortality from cardiovascular diseases in Spain: a national time-series analysis”, *The Lancet Planetary Health*, Vol. 3/7, pp. e297-e306, [http://dx.doi.org/10.1016/S2542-5196\(19\)30090-7](http://dx.doi.org/10.1016/S2542-5196(19)30090-7). [10]
- Bixby Center (2017), “Bixby\_Annual\_Report\_2017-18”. [31]
- Bryant, K. (2018), “Farmers and mental distress: ‘I’m still a bit ashamed about my story’”, *The Guardian*. [18]
- Bryner, N., M. Garcia-Lozano and C. Bruch (2017), “Washed Out: Policy and Practical Considerations Affecting Return after Hurricane Katrina and Superstorm Sandy”, *Journal of Asian Development*, Vol. 3/1, p. 73, <http://dx.doi.org/10.5296/jad.v3i1.10590>. [14]
- De Araujo Pinheiro, M. (2011), “Women, Vulnerability, Resilience and Natural Disasters: Interview with Marta de Araujo Pinheiro”, *Sciences Po*. [16]
- Dennehy, T. and N. Dasgupta (2017), “Female peer mentors early in college increase women’s positive academic experiences and retention in engineering”, *Proceedings of the National Academy of Sciences*, Vol. 114/23, <http://dx.doi.org/10.1073/pnas.1613117114>. [50]
- Easterling, D. et al. (2012), *Changes in Climate Extremes and their Impacts on the Natural Physical Environment*, Cambridge University Press. [2]
- Ervin, J. (2018), “In Defense of Nature: Women at the Forefront”, *UNDP*, <https://www.undp.org/content/undp/en/home/blog/2018/in-defense-of-nature-women-at-the-forefront.html>. [47]
- Fouillet, A. et al. (2006), “Excess mortality related to the August 2003 heat wave in France”, *International Archives of Occupational and Environmental Health*, Vol. 80/1, <http://dx.doi.org/10.1007/s00420-006-0089-4>. [11]
- GenderCC Network (2007), “There will be no climate justice without gender justice” *Gender: Missing Links in Financing Climate Change Adaptation and Mitigation Plans*. [45]
- GENDERNET (2020), *Aid Focussed on Gender Equality and Women’s Empowerment: A snapshot of current funding and trends over time in support of the implementation of the Beijing Declaration and Platform for Action*, OECD DAC Network on Gender Equality (GENDERNET), <http://www.oecd.org/development/gender-development/Aid-Focussed-on-Gender-Equality-and-Women-s-Empowerment-2020.pdf>. [33]
- Grosclaude, P. et al. (2018), *Etude collaborative Coordination de la publication*. [20]
- INSEE (2020), “Statistics France”. [40]
- IPCC (2012), *Special panel on Climate Change Managing the Risks of Extreme Events and Disasters to Advance Climate Change Adaptation*. [23]
- IPSOS (2018), *What does it mean to consumers? ‘Natural’ An exploration into diets around the world*. [37]

- Love, H. and D. Sulikowski (2018), "Of meat and men: Sex differences in implicit and explicit attitudes toward meat", *Frontiers in Psychology*, Vol. 9/APR, [38]  
<http://dx.doi.org/10.3389/fpsyg.2018.00559>.
- McCarthy, J. (2020), "How Indigenous Activists Are Championing Nature-Based Solutions to Climate Change", *The Global Citizen*, <https://www.globalcitizen.org/en/content/conservation-international-indigenous-voices/>. [48]
- MINEDD (2019), *Pour un Processus de Plan National d'Adaptation (PNA) qui Répond aux Questions de Genre en Côte d'Ivoire*, Ministère de l'Environnement et du Développement Durable, République de la Côte d'Ivoire, <https://napglobalnetwork.org/resource/pour-un-processus-de-plan-national-dadaptation-pna-qui-repond-aux-questions-de-genre-en-cote-divoire/>. [28]
- Murtaugh, P. and M. Schlx (2009), "Reproduction and the carbon legacies of individuals", *Global Environmental Change*, Vol. 19/1, pp. 14-20, [29]  
<http://dx.doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2008.10.007>.
- NCRB (2020), *Accidental Deaths and Suicide in India 2019*, National Crime Record Bureau, New Delhi, <https://ncrb.gov.in/sites/default/files/ADSI-2019-FULL-REPORT.pdf>. [21]
- Norgaard, K. and R. York (2005), "Gender Equality and State Environmentalism", *Gender and Society*. [49]
- Nuccitelli, D. (2019), "Climate change could cost the U.S. economy hundreds of billions a year by 2090", *Yale Climate Connection*. [4]
- OECD (2020), *EPOC Survey on integrating gender in environmental policies*. [26]
- OECD (2019), *Climate Change Mitigation through a Well-being Lens "Putting people at the centre of climate action" The Well-being Lens*, <http://www.oecd.org/environment>. [36]
- OECD (2017), *Aid to gender equality and women's empowerment AN OVERVIEW*, <http://www.oecd.org/dac/gender-development>. [32]
- OECD (2016), *Making climate finance work for women: Overview of bilateral ODA to gender and climate change*. [35]
- Ogra, M. and R. Badola (2015), "Gender and climate change in the Indian Himalayas: Global threats, local vulnerabilities, and livelihood diversification at the Nanda Devi Biosphere Reserve", *Earth System Dynamics*, Vol. 6/2, pp. 505-523, <http://dx.doi.org/10.5194/esd-6-505-2015>. [9]
- ONS UK (2019), "Overview of the UK population: August 2019". [19]
- OXFAM (2018), "The Weight of Water on Women: The Long Wake of Hurricane Maria in Puerto Rico", <https://www.oxfamamerica.org/explore/research-publications/research-background-research-wash-gender-report-puerto-rico/>. [15]
- Price, R. (2018), *Women-initiated measures to cope with environmental stresses and climate change in South Asia*. [46]
- Räty, R. and A. Kanyama (2010), "Energy consumption by gender in some European countries", *Energy Policy*, Vol. 38(1):646-649, <http://dx.doi.org/DOI: 10.1016/j.enpol.2009.08.010> . [39]

- Ravera, F. et al. (2016), "The diversity of gendered adaptation strategies to climate change of Indian farmers: A feminist intersectional approach", *Ambio*, Vol. 45, pp. 335-351, <http://dx.doi.org/10.1007/s13280-016-0833-2>. [8]
- Sanderson, B. and B. O'Neill (2020), "Assessing the costs of historical inaction on climate change", *Scientific Reports*, Vol. 10/1, <http://dx.doi.org/10.1038/s41598-020-66275-4>. [5]
- Sastry, N. (2009), "Tracing the Effects of Hurricane Katrina on the Population of New Orleans", *Sociological Methods & Research*, Vol. 38/1, <http://dx.doi.org/10.1177/0049124109339370>. [13]
- Shivji, S. (2021), *Burdened by Debt and Unable to Eke Out a Living, Many Farmers in India Turn to suicide*, CBC News, New Delhi, <https://www.cbc.ca/news/world/india-farmers-suicide-1.5968086>. [22]
- Sinharoy, S. and B. Caruso (2019), *On World Water Day, gender equality and empowerment require attention*, Elsevier B.V., [http://dx.doi.org/10.1016/S2542-5196\(19\)30021-X](http://dx.doi.org/10.1016/S2542-5196(19)30021-X). [41]
- Smith, K. et al. (2014), *Human Health: Impacts, Adaptation, and Co-Benefits Coordinating Lead Authors: Lead Authors: Contributing Authors*. [30]
- Sorensen, C. et al. (2018), "Climate Change and Women's Health: Impacts and Opportunities in India", *GeoHealth*, Vol. 2/10, <http://dx.doi.org/10.1029/2018GH000163>. [17]
- StartClim (2013), "STARTCLIM", <http://www.startclim.at/ueber-startclim/> (accessed on 10 November 2020). [12]
- Terry, G. (2009), "No climate justice without gender justice: An overview of the issues", *Gender and Development*, Vol. 17/1, pp. 5-18, <http://dx.doi.org/10.1080/13552070802696839>. [44]
- The Grantham Institute (2020), "Why the UK needs a diverse leadership team for COP26", *London School of Economics*, <https://www.lse.ac.uk/granthaminstitute/news/why-the-uk-needs-a-diverse-leadership-team-for-cop26/> (accessed on 15 December 2020). [7]
- UFCOP (2016), *The Role of Green Infrastructure Solutions in Urban Flood Risk Management*. [25]
- UN (2020), "'Staggering' rise in climate emergencies in last 20 years, new disaster research shows", *UN News*, <https://news.un.org/en/story/2020/10/1075142>. [1]
- UN (2020), "Women...In The Shadow of Climate Change". [43]
- UNDP (2019), *Gender and NDCs: Country Progress and Kenya Findings. 24-26 April 2019*, Nairobi, Kenya, [https://www.international-climate-initiative.com/fileadmin/Dokumente/2020/200302\\_undp-ndcsp-gender-ndc-country-progress-key-findings.pdf](https://www.international-climate-initiative.com/fileadmin/Dokumente/2020/200302_undp-ndcsp-gender-ndc-country-progress-key-findings.pdf). [27]
- UNDP (2016), *Gender Equality in National Climate Action: Planning for Gender-Responsive Nationally Determined Contributions*. [34]
- UNDP (2015), *Mainstreaming Gender in Mitigation and Technology Development and Transfer Interventions*, <https://www.undp.org/content/dam/undp/library/gender/Gender%20and%20Environment/Mainstreaming%20Gender%20in%20Mitigation%20FNL2.pdf>. [51]
- UNISDR (2015), *The Human Cost of Weather-Related Disasters 1995-2015*. [3]

- WHO (2020), "Gender and disaster", [24]  
[http://origin.searo.who.int/entity/gender/topics/disaster\\_women/en/](http://origin.searo.who.int/entity/gender/topics/disaster_women/en/) (accessed on 10 November 2020).
- WHO (2018), *Climate Change and Health*, WHO, <https://www.who.int/news-room/fact-sheets/detail/climate-change-and-health#:~:text=Nevertheless%2C%20a%20WHO%20assessment%2C%20taking,to%20heat%20exposure%20in%20elderly.> [6]
- Yadav, P., S. Han and J. Rho (2016), "Impact of Environmental Performance on Firm Value for Sustainable Investment: Evidence from Large US Firms", *Business Strategy and the Environment*, Vol. 25/6, <http://dx.doi.org/10.1002/bse.1883>. [42]



Extrait de :

## Gender and the Environment

Building Evidence and Policies to Achieve the SDGs

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/3d32ca39-en>

### Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2021), « Les femmes et l'ODD 13 – Action pour le climat : prendre des mesures urgentes pour lutter contre le changement climatique et ses répercussions », dans *Gender and the Environment : Building Evidence and Policies to Achieve the SDGs*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/8ee32097-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :

<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.